



Direction Générale Mobilité Territoire Durables
Direction Europe et International
Réf. : DL/054/2024

Dossier suivi par : Denis LOZE

Orléans, le 15 juillet 2024

NOTE à l'attention des membres du Comité de suivi du programme régional et interrégional FEDER-FSE+ 2021-2027

Objet : Proposition de financement d'un nouvel instrument financier destiné à soutenir l'investissement dans les PME/TPE – modification de la fiche action n°8 du DOMO 21-27

Contexte

Au sortir de la crise COVID-19 qui avait fortement impacté l'économie Régionale, et après une reprise économique, la situation liée à la guerre en Ukraine provoque un enchaînement de difficultés liées à l'approvisionnement et à l'augmentation du coût des matières premières, de l'énergie, ainsi qu'à une urgence climatique renforcée.

En effet, les résultats financiers des entreprises de la Région Centre Val de Loire, et spécialement des PME, sont moins bons cette année que l'année précédente, et leur capacité financière s'est dégradée. Ces entreprises ont connu les tensions inflationnistes qui ont marquées la France depuis deux ans sans être en mesure de pouvoir répercuter les hausses de prix sur leurs clients. Cela a mis à mal leurs marges et les a amenées à puiser dans leur trésorerie.

Ces éléments sont corroborés par les études de conjonctures portant sur les années 2023 et 2024 qui mettent en avant le tassement des carnets de commande sur 2023 et l'impact négatif que cela a eu dans un contexte de forte inflation (notamment en 2023). On peut notamment lire :

« L'indicateur d'incertitude remonte légèrement en janvier, affecté par le manque de visibilité sur les prochains mois, en partie attribué au tarissement des nouvelles commandes, et par le regain de tension en mer Rouge qui affecte l'approvisionnement de certains produits. La situation de trésorerie se détériore dans les services et reste très dégradée dans l'industrie, notamment pour les PME. »¹

¹ Source étude Banque de France - tendance régionale janvier 2024.

Cette situation s'accompagne également d'un manque de visibilité qui affecte les entreprises en 2024 et un deuxième semestre marqué par une augmentation des risques qui pèsent sur la croissance tant au niveau national qu'international (persistance des tensions inflationnistes, rythme de la baisse des taux devenu incertain, environnement économique et de croissance, situation politique du pays).²

Enfin, toutes les études mentionnent que l'activité du secteur du bâtiment et de la construction se situe à un niveau particulièrement bas.

Dans ce contexte instable il paraît nécessaire de maintenir la capacité et le niveau d'investissement des PME/TPE dans un contexte marqué par l'accélération des mutations technologique, de la compétition économique globale et des enjeux de la transition écologique et numérique. Les TPE / PME qui ne sont pas les mieux armées financièrement jouent un rôle fondamental dans le développement économique et la vitalité du tissu entrepreneurial régional.

Un nouvel instrument financier :

L'autorité de gestion, sollicitée par Bpifrance et la Direction de l'Economie souhaite compléter son intervention en faveur des PME/TPE porteuses d'un projet de développement (mutation numérique, innovation, process industriel, saut technologique...), mais contraintes par des difficultés d'accès au financement.

Elle souhaite renouveler le financement du dispositif CAP REBOND à taux préférentiel, tel que mis en œuvre dans le cadre de la précédente programmation 2014-2020.

Pour rappel, le dispositif CAP REBOND FEDER a été mis en place en 2020 afin de soutenir la trésorerie des entreprises durant la pandémie avec un prêt à taux zéro. Ce dispositif a mobilisé 8M€ de financement FEDER permettant d'accorder 21 M€ de prêt à taux zéro.

Ce dispositif CAP REBOND FEDER a été prolongé jusqu'à fin 2022 avec le prêt à taux préférentiel permettant de soutenir les besoins en fonds de roulement des entreprises devant faire face à la reprise de leur activité. Ce dispositif a mobilisé 19 M€ de FEDER permettant d'accorder 65 M€ de prêt à taux préférentiel à destination des PME/TPE du territoire régional pour soutenir leur trésorerie.

Dans un contexte d'urgence, le prêt CAP REBOND FEDER a constitué un accès simple et un décaissement rapide des fonds vers les entreprises, tout en assurant une réponse coordonnée et déterminée de la Région, de l'Union européenne et de Bpifrance au choc économique.

A fin 2023, ces crédits FEDER ont été engagés à 98%, 702 prêts ont été octroyés.

Ce dispositif, renouvelé sur le programme 21-27 viendrait compléter les aides aux investissements productifs sous forme de subvention (action 8 du DOMO 21-27). Il viendrait consolider des projets de PME/TPE de plus de 3 ans qui investissent (dans de la R&D, des équipements, de la réorganisation), et donc engagent des frais et de la trésorerie sans capacité financière suffisante pour le faire, et faute de retour immédiat en termes de chiffre d'affaires de rentabilité à court terme.

² Sources études économique et conjoncture – DR centre val de Loire Caisse des Dépôts

Par ailleurs, les autres instruments financiers mis en place dans le cadre de cette programmation 2027-27 ne sauraient répondre à l'ensemble de ces besoins :

- Prêt d'honneur innovation (4 Md'€) dédié aux jeunes pousses innovantes exclusivement, qui ne concerne que les premiers développements, pour des besoins de financement de 50 000 € maximum.
- Le fonds de co-investissements Régional (5 Md'€), qui est une intervention en fonds propres pour accompagner la croissance d'entreprises en phase d'amorçage principalement, porteuses d'un projet d'innovation, pour des besoins jusqu'à 1 M d'€. Le nouveau dispositif doit permettre de compléter utilement ce fonds permettant de renforcer les fonds propres des PME régional. Ce dispositif de renforcement du haut de bilan permet en effet aux PME de retrouver de la capacité d'endettement.

Cible et conditions :

Le fond CAP REBOND FEDER 21/27 à taux préférentiel permettra de distribuer des prêts à taux fixe préférentiel afin de renforcer la capacité financière des entreprises (augmentation du fonds de roulement), dans le cadre d'un programme de développement, pour favoriser la relance de l'activité en particulier, dans un contexte de transition, notamment écologique et numérique, de l'économie.

Le besoin estimé se situe entre 10 000€ et 300 000€, avec un objectif cible de 100 000 € et 115 prêts. La durée d'amortissement est de 5 ans ou 7 ans et le différé de 1 an ou 2 ans, au choix du bénéficiaire.

Il est destiné aux PME/TPE selon la définition européenne en vigueur :

- quelle que soit leur forme juridique, à l'exclusion des entreprises individuelles et des SCI ;
- de plus de 3 ans ou en capacité de fournir deux bilans couvrant une durée minimum de 24 mois ;
- exerçant l'essentiel de leur activité sur le territoire de la Région ;
- pas de secteur d'activité exclu mais le prêt s'adressera en priorité aux domaines de l'industrie, du bâtiment et du tourisme.
- en situation de pouvoir recevoir une aide *de minimis* dans les conditions prévues par le règlement UE n° 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 : respect du seuil de 300 000 € et exclusion des secteurs agricole et pêche et aquaculture.

Montant de la dotation, et modifications requises :

Il est proposé de doter le fonds de 5M d'€ lesquels doivent permettre de mobiliser au total 17,5M d'€ de prêts en faveur des PME/TPE (fonds FEDER + auto-financement BPI + prêts bancaires associés).

Le dispositif est intégré à l'action 8 du DOMO dédiée au soutien des PME/TPE (*Renforcer les capacités de production des entreprises, industrialisation des innovations et diversification des productions*).

Le budget de l'action 8, initialement exclusivement dédié aux investissements productifs, doit par conséquent être augmenté de 5 Md'€, par transfert de crédits de l'action 2 « Projets de recherche et d'innovation dans le cadre des domaines prioritaires de spécialisation » qui ne présente pas de tension budgétaire.

Le programme opérationnel 21-27 doit également être modifié. En effet, l'opportunité de relancer ce dispositif est apparu postérieurement à la validation du programme survenue en octobre 2022. Il convient donc, sur la base d'une modification de l'évaluation *ex ante* des instruments financiers, de modifier le programme en conséquence.

Sont donc soumis, joints annexe, à l'approbation du comité de suivi, les documents suivants :

- Le texte modificatif du programme opérationnel 21-27 (Annexe 1)**
- La fiche action 8 du DOMO 21-27 modifié (Annexe 2)**
- La révision de l'évaluation *ex ante* (Annexe 3)**